

Coopération Nord-Sud : Atsinanana - Haute-Normandie

La Région a accueilli du 21 au 24 mai une délégation conduite par le Chef de Région Atsinanana, Julien Andriamorasata. La signature de l'accord de coopération entre les deux Régions marque une étape importante dans la politique de coopération qui se retrouve renforcée par le positionnement de la jeune région malgache comme interlocuteur privilégié de la Haute-Normandie.

Développement local avec le soutien au « Campus Paysan » et formation professionnelle dans le domaine agricole, transfert de savoir-faire dans le domaine du bois et de la gestion forestière, coopération inter-universitaire, tels sont les principaux axes de ces accords de coopération.

Ce fût également l'occasion pour les maires malgaches qui composaient la délégation de rencontrer les représentants de la Ville de Rouen et de l'agglomération, ainsi que ceux

de Saint Pierre du Vauvray et de Oissel pour évoquer les problématiques communes.



et Basse-Normandie de travailler ensemble avec la Région Atsinanana.

Cette coopération entre les trois Régions permettra une meilleure mutualisation des moyens et des compétences puisque les Régions Haute et Basse Normandie ont fait conjointement appel à l'Association Française des Volontaires du Progrès pour qu'un chargé de mission puisse assister localement, en région Atsinanana, la mise en œuvre des coopérations décentralisées des deux Régions Normandes.

Cette visite s'inscrit dans le prolongement de la mission conduite par Claude Taleb en octobre 2007 et de la volonté des Régions Haute

Manif dans l'estuaire de la Seine

Estuaire de la Seine : Une nature vivante, un espace vital, protégeons-le !

Dimanche 15 juin, à l'appel de nombreuses associations de protection de l'environnement, avait lieu un rassemblement pour la sauvegarde de l'estuaire de la Seine, menacé d'un véritable saccage écologique.

Deuxième site remarquable après celui de la Camargue et pourtant il détient le triste record d'être l'estuaire le plus pollué d'Europe.

Malgré un classement Natura 2000, malgré le Grenelle de l'environnement qui a souligné la nécessité de préserver la biodiversité, les actes peinent à suivre.

Loin d'une politique de développement durable, une poignée d'industriels privilégie des intérêts privés au détriment de l'intérêt général.

Comme l'a rappelé Allain Bougrain Dubourg, Président de la Ligue pour la Protection des Oiseaux, présent lors de cette manifestation : *" tous les 10 ans c'est l'équivalent d'un département français qui disparaît pour laisser la place au béton ou au bitume. "*



Face à ce constat, il est urgent de mettre fin aux multiples agressions et destructions dont fait l'objet notre estuaire.

La liste est longue, entre des promesses non tenues, des engagements pris non respectés, des projets industriels aggravant la pollution et la destruction de l'estuaire :

- Mesures compensatoires non effectives depuis la destruction de 1000 hectares d'espaces naturels avec la construction de port 2000,
- Plan de gestion de la réserve naturelle toujours pas appliqué,
- Des zones de non-chasse inexistantes, un braconnage impuni,
- Projet d'implanter deux centrales à charbon à la limite de la réserve naturelle,
- Projet actuel du grand canal maritime du port du Havre qui conduira à la destruction de zones humides indispensables à l'équilibre de l'estuaire,
- Projet d'approfondissement du chenal de Rouen.

Le Lien...



Bulletin d'information du groupe des élus Verts au Conseil Régional de Haute-Normandie
Juin 2008 - numéro 9

Edito

A l'heure où nous traversons une crise énergétique, sociale et environnementale, à l'heure où tous les voyants nous indiquent qu'il faut changer nos modes de production et de consommation, certains lobbies s'accrochent à une industrie du passé voulant nous imposer leur modèle, aggravant de fait la situation.

Notre système économique repose en partie sur le pétrole. Où allons-nous avec un baril à 140 dollars qui va inéluctablement continuer à croître puisque la demande augmente et l'offre va s'épuiser ?

Faute d'avoir anticipé, nous sommes aujourd'hui conduits à *" économiser le pétrole à la hâte "*, selon la formule de l'Agence internationale de l'énergie. Aujourd'hui nous payons le prix de l'inaction.

Tandis qu'au Sud les émeutes de la faim contre la hausse du cours des matières premières, dopée par la production d'éthanol, de maïs ou de soja, continuent à s'amplifier, au Nord les colères populaires s'en prennent à la hausse du prix du carburant. Des marins pêcheurs aux routiers, des agriculteurs aux taxis, des professions entières se trouvent prises au piège dans un engrenage qui les broie.

Ce n'est plus une prédiction mais une réalité politique, sociale, économique, culturelle qui chaque jour nous explose à la figure : Changer ou ne pas changer nos modes de déplacements, de production agricole et industrielle ?

Chaque secteur est confronté à ces questions. Il s'agit bien de repenser notre développement, en utilisant nos ressources pour l'essentiel.

C'est bien de cela dont il s'agit en Egypte, à Haïti, au Sénégal... dans 37 pays confrontés à des hausses record du prix des produits alimentaires de base, des *" émeutes de la faim "* éclatent. Parmi les raisons de cette envolée, le développement des agrocarburants.

L'objectif fixé par l'Union européenne d'atteindre 10% de "biocarburants" est irresponsable. La concurrence entre cultures énergétiques et cultures alimentaires va aggraver l'insécurité alimentaire dans de nombreux pays.

Suite au sommet de la FAO, le directeur pour l'agriculture de l'OCDE a ainsi plaidé pour

" réduire drastiquement le soutien aux biocarburants ". C'est selon lui *" la mesure la plus urgente à prendre pour enrayer la hausse spectaculaire des prix des matières premières agricoles "*.

Les pays riches ont le devoir de ne pas affamer les pays pauvres pour faire leur plein d'essence, alors que des solutions de transports plus sobres existent. La logique du tout-voiture est périmée. Dans ce contexte, nous ne pouvons plus financer les projets pharaoniques si ce n'est au détriment des politiques sociales, culturelles, ou environnementales.

A quoi pourront bien servir rocades et contournements, que certains continuent à réclamer sous pression des lobbies routiers et le conservatisme bien pensant. Est-ce que ces kilomètres de bitumes aideront ces familles en détresse à remplir le réservoir de leur voiture ? On peut en douter. Le temps de leur mise en service, ces infrastructures routières seront déjà obsolètes, et leur réalisation aura empêché le choix de solutions alternatives vraiment utiles.

Parce que l'heure est à la **responsabilité collective**, il est urgent de mettre en place un moratoire sur toutes les constructions d'autoroutes en France conformément à la promesse du Grenelle que le gouvernement n'a pas tenu.

L'alternative est dans la sobriété énergétique et la maîtrise de l'urbanisation. Cela implique des programmes massifs de reconstruction de logements à loyers modérés dans les centres de nos agglomérations pour permettre aux plus modestes, qui avaient été rejetés à la périphérie d'y revenir.

L'alternative réside aussi dans le développement des transports en commun, des modes de déplacements doux, du fret et du fluvial.

Tels doivent être les priorités de nos politiques publiques si on veut répondre aux enjeux sociaux, économiques et environnementaux.

Être responsable, c'est anticiper, prévoir l'avenir et s'engager dans des démarches durables.

Véronique Bérégovoy
Présidente du groupe des élus Verts

Institution

Lundi 22 octobre 2008
Séance plénière
du Conseil régional

Appel à projets Eco Région Solidaire 2008

26 septembre 2008 : Date limite de dépôt des dossiers.
① Plus d'infos p.2

Manifestations

Rassemblement Européen pour un monde sans nucléaire le 12 juillet 2008 à 14h place de la République à Paris.

① Informations :
www.sortirducléaire.fr



